

manipulés avec l'approbation tacite des bureaucrates; b) le système *keiretsu* et la participation réciproque donnaient à une poignée de sociétés une influence indue sur le marché; c) les hommes d'affaires et les financiers s'alliaient ouvertement à des gangsters; et d) les grandes banques toléraient la fraude<sup>39</sup>. Pour la première fois depuis des années, l'industrie japonaise doit maintenant payer davantage que les sociétés américaines pour emprunter de l'argent. Cela va, inévitablement, nuire à la compétitivité industrielle du Japon. La compétence de la bureaucratie et plus particulièrement du ministère des Finances et de l'ordre politique en place est de plus en plus mise en doute. Au cours des élections de juillet 1993, le Parti démocratique libéral (PDL) a perdu sa majorité pour la première fois depuis la guerre. Le Japon a, devant lui, la perspective d'une croissance réelle très faible de son PNB pour les deux prochaines années. En 1992, la croissance réelle du PNB est tombée à 1,6 p. 100 alors qu'elle était de 6,2 p. 100 en 1988 et on s'attend à ce qu'elle soit de moins de 0,5 p. 100 pour 1993<sup>40</sup>.

### 3.3 La protection agricole

La protection de l'agriculture a commencé dans les années 40 pour remédier aux difficultés causées par la migration vers les villes. Pendant les années où il a été au pouvoir, le PDL a surtout recueilli les suffrages et l'argent des agriculteurs. Le soutien de l'agriculture peut être considéré comme un élément du système d'assistance sociale étant donné que de nombreux agriculteurs ont l'âge de la retraite. Certains d'entre eux sont même retournés à la terre à leur retraite, après avoir travaillé dans l'industrie. Le seul groupe d'âge qui produit de plus en plus d'agriculteurs à plein temps est celui des plus de 65 ans.

Le gouvernement protège l'agriculture en partie au moyen de subventions directes, mais surtout en contrôlant les importations, en garantissant les prix et en se chargeant de la distribution des denrées alimentaires. Les organismes gouvernementaux paient aux producteurs six à dix fois le prix mondial pour le riz et le revendent aux consommateurs de quatre à huit fois le prix mondial<sup>41</sup>. En raison de cette politique, non seulement le Japon produit son riz à grands frais sur de petites superficies, mais il a également, la plupart des années, une production excédentaire que le contribuable doit entreposer. Les importations de riz sont interdites, sauf dans les cas d'urgence (les importations de 1993 en sont un bon exemple).

Cette protection couvre également certaines denrées que le Japon produit en faible quantité. Le Japon importe environ 90 p. 100 de son blé, mais celui-ci est acheté en totalité par

---

<sup>39</sup> Christopher Wood, *The Bubble Economy: Japan's Extraordinary Speculative Boom of the '80s and the Dramatic Bust of the '90s*, New York: Atlantic Monthly Press, 1992.

<sup>40</sup> Economist Intelligence Unit, *Country Report: Japan, 4e trimestre 1993*, Londres, 1993.

<sup>41</sup> Bill Emmott, 1989, *op. cit.*